

Le budget—M. Penner

surgir. Les déficits ont tendance à nous rendre prisonniers du passé et à hypothéquer l'avenir. Pour les réduire, il faut instaurer un programme d'austérité là où c'est possible sans toucher durement les citoyens qui sont dans le besoin. Pour faire face à des déficits comme ceux que nous connaissons à l'heure actuelle au Canada, il faut absolument que tout l'appareil gouvernemental fonctionne de la façon la plus efficace possible.

L'un de nos serviteurs est tout à fait capable de nous conseiller sur la façon d'améliorer notre efficacité. Dans ses rapports, le vérificateur général a énuméré un certain nombre de façons qui permettraient au gouvernement de réaliser d'énormes économies et de réduire ainsi un peu l'ampleur de son déficit. Monsieur le Président, lorsqu'on réclame des remèdes de cheval pour réduire le déficit, je crois qu'il faut pouvoir s'appuyer sur de dures réalités. Ainsi, si nous voulions affecter beaucoup plus de crédits à la défense nationale, à l'enseignement post-secondaire, aux soins médicaux et à la recherche et au développement tout en continuant à vouloir réduire notre déficit, nous devrions alors nous demander dans quels secteurs il va falloir comprimer les dépenses.

● (1540)

Au cours de la dernière récession, qui a constitué la pire crise qu'ait connue le monde industrialisé depuis 50 ans, seulement deux pays—la Suède et le Canada—ont conservé intact leur programme de sécurité sociale.

À l'heure actuelle, les pays d'Europe sabrent dans leurs programmes sociaux. Le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique leur emboîte le pas, comme en témoigne son récent budget. Cependant, face à ces coupes sombres effectuées dans les programmes sociaux partout dans le monde, des travailleurs, des étudiants, des mères de famille, des chômeurs et des invalides de guerre descendent dans la rue pour protester. Je suis heureux de pouvoir dire que le gouvernement fédéral du Canada n'a pas été d'accord avec cette façon d'aborder le problème, en cette période de récession économique. Nous savions que la récession faisait ses pires ravages chez ceux qui sont les plus nécessiteux. Il n'est jamais facile ni bon marché d'endiguer la pauvreté.

De 1969 à 1981, grâce aux programmes du gouvernement fédéral, le nombre de Canadiens vivant dans le dénuement a été réduit de moitié. Maintenant que l'on accuse le gouvernement à la Chambre d'être trop dépensier, d'être follement prodigue et de manquer de sens des responsabilités, il ne faut pas oublier que ces dépenses ont eu pour effet de réduire de moitié le nombre d'indigents, ce qui est un progrès pour la société.

Il est dommage qu'au cours de la dernière récession, certains des progrès qui avaient été réalisés entre 1969 et 1981 aient été réduits à néant, surtout en ce qui concerne deux groupes de citoyens: Le premier c'est celui des femmes âgées, non-mariées. Elles ont perdu du terrain et sont actuellement les plus pauvres parmi les pauvres. C'est pourquoi, l'une des premières mesures prises par ce gouvernement lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 1980, a été d'augmenter de \$35 par mois le supplément de revenu garanti. Voilà pourquoi le ministre des Finances nous a annoncé la semaine dernière une nouvelle augmentation de \$50 par mois du supplément de revenu garanti au profit des retraités vivant seuls.

Sont durement touchées également les familles mono-parentales dirigées par des femmes. Je pense que le moment est venu de songer sérieusement à utiliser à meilleur escient nos dollars d'assistance sociale, mais cela devra faire l'objet d'un autre débat, à un autre moment.

Il n'est pas facile de s'attaquer massivement au déficit. Ce n'est pas chose facile quand une proportion aussi importante de nos dépenses est déjà engagée, et qu'il en reste si peu de réellement discrétionnaire: 15 p. 100 seulement, selon certains calculs.

Il y a actuellement beaucoup de gouvernements, en Europe et dans certaines provinces, qui sont hantés par les déficits, mais il faudrait peut-être comprendre d'une façon plus analytique et objective ce que c'est qu'un déficit. Le professeur Bellan de l'Université du Manitoba a écrit dans le *Financial Post* un très perspicace article, dans lequel il examinait la façon dont les déficits sont financés et leurs effets sur l'économie. À propos de déficits, il nous a rappelé que pour les financer, le gouvernement du Canada vend des obligations. Treize p. 100 de ces obligations sont vendues à la Banque du Canada, et quatre-vingts pour 100 à des entreprises et à des citoyens du Canada. Il n'y en a que 9 p. 100 de vendues à des non-résidents.

Comme le gouvernement du Canada est propriétaire de la Banque du Canada, cette banque lui remet chaque année la totalité de ce qui lui reste de ses recettes après avoir payé ses frais. Voilà le premier argument.

Ensuite, les entreprises et les citoyens du Canada qui achètent ces obligations paient l'impôt fédéral sur les intérêts qu'ils touchent. Ce qui leur reste, ils le dépensent pour une bonne part au Canada. Donc, exception faite de cette fraction minime de 7 p. 100 environ qui va à des non-résidents, ce qu'Ottawa ne récupère pas n'est pas perdu pour le Canada, il va aux Canadiens. Donc, quand on parle de déficit et de dette nationale, il ne faut pas oublier que ces dollars ne circulent qu'à l'intérieur du pays. Notre dette internationale n'est pas énorme. Nous ne nous endettons pas vis-à-vis de nos partenaires commerciaux. Nous assurons aux Canadiens les services dont ils ont besoin et nous faisons circuler les dollars à l'intérieur du pays.

Néanmoins, on prétend quand même que les déficits ont certaines conséquences négatives sur l'économie notamment en favorisant l'inflation, une hausse brutale des taux d'intérêts et en évinçant les emprunteurs privés du marché monétaire. Le professeur Bellan nous conseille d'examiner les faits. De 1981 à 1983, le déficit fédéral a nettement augmenté, passant de 10 milliards à 30 milliards de dollars. Voyons quelle courbe l'inflation a suivie pendant ce temps. Elle est tombée de 12.5 p. 100 à 5.3 p. 100, ce qui contredit manifestement l'hypothèse voulant que l'inflation soit causée par les déficits. Toujours au cours de la même période, les taux d'intérêt préférentiels moyens sont tombés de 19.3 p. 100 à 11.2 p. 100.

Les emprunteurs peuvent trouver tout l'argent qu'ils désirent. Il est vrai qu'on n'emprunte pas beaucoup pour l'expansion industrielle, mais c'est simplement parce que la capacité de production actuelle des usines suffit à répondre aux demandes du marché. Il est inutile d'aller emprunter pour prendre de l'expansion quand on a déjà une capacité de production suffisante.

Ne vous méprenez pas sur le sens de mes paroles. Le déficit ne disparaîtra pas tout seul. Pour le réduire il faut développer l'économie, surveiller de près les nouvelles dépenses et peut-